



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2015-6**

**Séance du 04 mars 2015 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille quinze, le quatre mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM. Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Hervet, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Castillo, Chibani, Fraisse, Pervent, Maury, Olivier, Vella Vilaplana

**Absent excusé:**

M. Laget

**Secrétaire de séance:** Mme Bérard

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Présents:** 22

**Procurations:** 0

**Absents:** 1

**Votants:** 22

**Date de convocation et affichage**

27 février 2015

**Objet:** Installation d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP)

M. le maire indique que le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'État mais aussi des communes d'un réseau d'alerte performant et résistant en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte de l'État constitué de 3900 sirènes, prévu pour une attaque aérienne.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanismes, bruit ambiant, sociologie de la population).

Les préfectures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis.

Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

Un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfectures avec une coordination de l'application des critères assurée par les états majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alertes prioritaires. Cette cotation prend en compte la population, sa densité ainsi que l'intensité, la cinétique et la prévisibilité du ou des risques. 640 zones d'alertes de priorité 1 ont été ainsi identifiées sur un total de 1744 zones pour l'ensemble du territoire métropolitain. Lavérune est en zone 1.

La sirène implantée sur le bâtiment du complexe sportif va être raccordée au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours.

Il y a lieu de signer une convention pour en définir les modalités.

M. le maire donne lecture de la convention transmise en amont aux élus puis donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Après discussion et à l'unanimité, les membres du conseil se prononcent favorablement pour la signature de cette convention et donnent tous pouvoirs à M. le maire pour la signer ainsi que tous les documents y afférent.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 04 mars 2015  
Roger CAIZERGUES  
Maire

